

CAUSES ET CONSEQUENCES DE LA GUERRE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

INTRODUCTION : La politique américaine pour le III^e Millénaire

Pour avoir une vision claire de ce qui se passe dans notre pays, notamment au sujet de la guerre d'agression que nous subissons directement de la part des Rwandais, Ougandais et Burundais, il faudra, pour une meilleure compréhension, que nous entrons un peu plus en profondeur dans les méandres de la politique américaine pour le III^e millénaire et leur projection en République Démocratique du Congo.

En effet, le rêve morbide des Américains est de bâtir une Amérique toujours plus forte et toujours plus dominatrice. C'est du néo-nazisme. Ainsi, si nous faisons une brève incursion dans la grande histoire de la II^e guerre mondiale, nous remarquerons des similitudes troublantes entre la politique que menait Hitler pour dominer le monde avec celle qu'appliquent actuellement les Etats-Unis d'Amérique dans le monde. Le cas de l'éclatement de l'URSS, de la disparition de la Yougoslavie, et de la division de la Tchécoslovaquie en deux Etats distincts, n'était-t-il pas inscrit dans l'agenda de Hitler ? En bref, la politique américaine pour le III^e millénaire n'est qu'une copie mieux élaborée de la politique allemande du III^e Reich.

Dans leurs visées de domination mondiale, les vies humaines sont moins importantes que la raison d'état ; les massacres qu'ils avaient perpétrés dans les années 65-75 au Viêt-Nam, au Laos, au Cambodge et sur d'autres terrains militaires, illustrent à suffisance leur barbarie et leur culture de violence.

Lorsque Reagan est arrivé au pouvoir, après un passage plutôt jugé médiocre de Jimmy Carter, Reagan et les républicains étaient résolus à rebâtir une Amérique forte, toute puissante en réaction à la politique « laxiste » de Jimmy Carter qui s'était fait damer le pion par les communistes soviétiques. L'on se souviendra que c'est sous la présidence de Carter que l'Ethiopie, l'Angola, le Mozambique avaient viré dans le camp communiste, sans oublier l'Afghanistan, le Cambodge avec l'arrivée des Khmers Rouges, pour ne citer que ces pays là, « perdus » par l'Amérique à cause de la mollesse de la politique que menait alors Carter qui voulait amener les Etats-Unis à faire respecter les droits de l'homme dans le monde, chose qui n'existe pas dans la culture américaine ; car pour les Américains, seul la violence et la loi du plus fort sont le leitmotiv de leur politique.

C'est pourquoi, aussitôt arrivé au pouvoir, Reagan va user du muscle pour restaurer le « paradis » perdu. Il va multiplier des agressions : Benghazi en Libye, la guerre Iran-Irak, le soutien apporté aux Britanniques pendant la guerre des malouines etc. Reagan va accroître la coopération militaire avec le Zaïre à l'époque de Mobutu, lequel devait faire la police de l'impérialisme américain en Afrique centrale. Il va également surarmer l'Afrique du sud pour contrecarrer le Mozambique et l'Angola considérés à l'époque marxistes-léninistes. Il va consolider la coopération militaire avec le Chili d'Augusto Pinochet pour faire le gendarme en Amérique Latine.

Reagan parti, son alter ego, George Bush continua sur la lancée de son prédécesseur: il va surarmer l'Irak contre l'Iran pour écraser la révolution islamique. Ironie du sort, Saddam Hussein s'est retourné contre eux pour non-respect de leur part des engagements financiers; c'est l'une des raisons de son limogeage aujourd'hui. Pendant son règne, Bush père engagea la guerre du Golfe I en remorquant sous sa bannière la "communauté internationale" et l'ONU, en entretenant un flou artistique sous le calicot d'une action humanitaire, plutôt humanitariste, en brandissant "le droit"

et la défense du droit comme leitmotiv. Il s'en était suivi une série d'agressions: Grenade, Panama, Haïti et un sévère revers subi en Somalie. Toutes ces bavures l'ont été avec la bénédiction de l'ONU et du Conseil de Sécurité.

Bill Clinton emboîta le pas à ses prédécesseurs: Somalie, Soudan, Ethiopie-Erythrée, Sierra-Léone, Golfe II, la RDC, le démantèlement de la Serbie. C'est sous sa présidence que la CIA a planifié et préparé l'assassinat du président Mzee Laurent Désiré KABILA.

Le comportement de l'actuel Président George Bush Jr. ; non seulement il traduit l'attitude belliciste de l'establishment américain, mais franchit un autre seuil, une nouvelle étape d'agressions américaines dans le monde: la nouvelle donne est la suivante; agresser des pays riches en vue de faire main basse sur leurs richesses, les occuper territorialement, les coloniser et réduire les peuples de ces pays en esclavage. C'est ce qui se passe malheureusement en R.D.C. (qui est en train de devenir une colonie des Etats-Unis) et en Irak où il serait question de mettre en place une administration américaine.

Ainsi, pour mener à bien cette politique d'agression et d'hégémonisme dans le monde, les Etats-Unis s'appuient sur les organes et Institutions suivantes: La CIA, la DIA (Defence Intelligence Agency), le Pentagone, la NSA, le State Department , la Maison-Blanche etc. Ce sont là, les organes officiels. Mais, les socles sur lesquels est assise cette politique américaine d'agression et de domination sont les suivants:

1. L'autocolonisation (le fait de faire croire aux gens que l'on vient les libérer, les conduire vers la démocratie, les aider à reconstruire leurs économies etc. alors que tout cela n'est que du bluff et des mensonges). Les Etats-Unis n'ont jamais conçu aucun projet de développement nulle part en Afrique noire.
2. Les multinationales (Pétrolières, minières, et surtout les vendeurs d'armes regroupés au sein du « Complexe militaro-industriel » ainsi que des multinationales pharmaceutiques et d'autres multinationales technologiques) .
3. Les organisations Internationales gouvernementales et non gouvernementales (l'ONU, l'OUA, l'UNICEF, le HCR, le PAM, la Croix-Rouge, Médecins sans frontières, Human Rights Watch, Amnesty International etc.).

Quel organe qui mène et dirige les agressions américaines sur le terrain ? C'est la CIA avec l'appui de sa Direction des Etudes, la Black Financial services, et surtout la Direction des Opérations clandestines.

Et d'où provient l'argent pour le financement des opérations clandestines? De l'argent de la drogue en provenance des cartels de Medelline et de Cali que la CIA a créé en vue de lui procurer de l'argent nécessaire pour des opérations clandestines dans le monde: coup d'Etat, insurrection populaire, des opérations d'intoxication médiatique, corruption des bandes rebelles, paiement des collaborateurs extérieurs, financement de la presse locale, financement et corruption de leaders politiques et leurs parties etc.

Oui ont élaboré la politique américaine du IIIème millénaire ?

Ayant essuyé plusieurs défaites sur le terrain des opérations clandestines, des réunions et des débats se sont succédés dans les états-majors de la CIA, du Pentagone et du Congrès dès les années 90' en vue de préparer une nouvelle politique mondiale pour le IIIè millénaire: "The American Policy for The Third Millenary".

Et pourquoi une nouvelle politique ? Et comment la mettre en pratique ? L'innovation prévue par les Américains ne s'inscrit pas dans une dynamique naturelle du changement harmonieux et de la paix dans le monde, mais plutôt dans la vision hégémonique d'exploiter le monde. Ainsi, faisant le bilan des échecs subis sur le terrain: la guerre de Corée en 1954, au Cuba, avec le débarquement raté de la Baie des cochons en 1962, le Viêt-Nam, le Laos, les Cambodge, l'Irak, la Somalie, la RDC etc.. C'est ainsi qu'ils ont fait appel à des spécialistes dont les noms suivent pour élaborer cette nouvelle politique étrangère basée sur la domination, la force et la violence.

1. William CASSEY: on ne le présente plus. Ancien Directeur de la CIA, cet homme a été dans tous les mauvais coups: Viêt-Nam, Cambodge, Angola, en Libye où il avait préparé l'attentat contre le Colonel Khadafi, en RDC où il a joué un rôle décisif dans les préparatifs de l'agression rwando-ougandaise du 2 Août 1998 contre notre pays. Notons en passant que c'est lui qui avait recruté tous les Congolais qui avaient trahi notre pays d'intelligence avec nos agresseurs. Il s'agit de Wamba dia Wamba, Tambwe Mwamba, Endundo Bononge, Emile Ilunga, Lunda Bululu, etc. et d'autres traîtres congolais dont la plupart se retrouvent chaque fois en Afrique du Sud pour des soi-disant négociations sur des documents rédigés par des étrangers. C'est également lui qui avait recruté Mandela pour servir la cause de la CIA en Afrique Centrale et dans les pays des Grands Lacs.

2. un certain **Colonel ROBINSON**: surnommé "Black Panther", (la panthère noire); c'est un spécialiste dans la stratégie politico-militaire. Il a été dans le contingent des marines lors du débarquement raté des Américains dans l'opération de la «Baie des Cochons » à Cuba, il a combattu au Viêt-Nam, au Nicaragua, au Panama où son commando avait organisé l'enlèvement de Manuel Noriega. Il a été également dans le commandement américain lors de la première guerre du Golfe. C'est un spécialiste de coup d'état. C'est le philosophe du Pentagone.

3. **Douglas SHEREAR**: administratif chevronné, il est entré tout jeune dans l'administration Démocrate à la Maison Blanche depuis J.F. Kennedy puis sous Lyndon Johnson où il avait pris du gallon lors de l'engagement américain au Viêt-Nam. Il fut également membre du dernier cabinet de Bill Clinton.

4. **Max POWER**: C'est le spécialiste de la médiatisation et de l'intoxication du type "Timisoara" en Roumanie. En effet, c'était lui qui avait suggéré l'ingénieuse idée de faire extraire des cadavres dans des morgues pour en faire porter la responsabilité d'un massacre imaginaire à Nicolae Ceaucescu, l'ancien Président de Roumanie en vue de justifier son exécution, alors que ce fut un Nationaliste que les Roumains regrettent aujourd'hui. Max Power est également spécialiste de la désinformation. Il est membre de la Direction des Etudes à la CIA. C'est lui qui avait conçu le plan du démembrement de l'URSS. Spécialiste de coup d'Etat de palais, c'est lui qui avait monté le scénario du coup d'Etat de palais qui avait porté un ivrogne au pouvoir en Russie en la personne de Boris Eltsine, pour mieux le manipuler. Il en est devenu son mentor et propagandiste. C'est également lui qui avait préparé l'ascension de Vladmir Poutine au pouvoir.

5. **Jackie NAZAKI**: immigrée d'origine japonaise devenue Américaine en 1960, membre de la CIA, elle a surtout travaillé dans des Ambassade américaine en Asie du Sud-Est. Elle avait été affectée tour à tour au Viêt-Nam, au Laos, au Cambodge. C'est une spécialiste de la politique américaine dans le Tiers-Monde.

6. **Jimmy CARTER**: ancien US Président, consultant à la CIA pour encadrer l'équipe et présider les réunions.

7. **Henry KISSINGER**: ancien US Secretary of States pour donner ses avis et considérations compte tenu de son expérience dans les affaires du monde.

Après avoir fait un tour d'horizon de tous les déboires qu'ont connus les Etats-Unis dans le monde, leur discussion portaient sur les sujets ci-après:

- * Qu'en serait-il du droit de Cuba de retrouver sa souveraineté sur une partie de son territoire de Guantanamo Bay, transformée en forteresse aéronautique de la US Navy, étant donné que la concession arrivera à échéance vers la fin de l'an 2003 ?
- * Qu'en sera-t-il du droit du Panama de retrouver sa souveraineté sur le canal qui traverse son territoire? * Quel souvenir garde de nous les peuples du Viêt-Nam, du Laos, du Cambodge.
- * En Somalie, qu'aurions-nous du faire pour éviter l'humiliation ?
- * Quelle politique devons-nous poursuivre en vue du processus de paix au Moyen-Orient?
- * Quelle sera la place de la RDC dans l'ensemble des pays des Grands Lacs et quelle devra être notre nouvelle politique pour l'Afrique noire en général?

Après cette brève incursion au sein de la politique globale des Etats-Unis pour le III^e millénaire, attardons-nous un peu sur l'approche prévisionnelle de l'ensemble de la politique des pays occidentaux sur la RDC.

En effet, après l'assassinat de Lumumba, le calcul des occidentaux visait la formation d'un bastion blanc d'exploitation des matières premières allant du Katanga jusqu'en Afrique du sud afin de prendre pied sur les richesses du Continent. Ce plan des années 60' était l'oeuvre du cabinet Eisenhower, alors Président des Etats-Unis, de la Couronne de Belgique, du Grand-duché de Luxembourg et des pays du BENELUX. Celui-ci n'a pas connu d'issue à cause de la haine de l'homme blanc en Afrique du sud raciste. Il leur a été donc difficile de le réaliser en ce moment-là. C'est pourquoi ils avaient préparé le jeune Mobutu pour le besoin de la cause; à savoir l'exploitation à moindre frais des richesses du Congo : et ils avaient réussi. Mais après 3 décennies, Mobutu, n'étant plus en odeur de sainteté avec ses maîtres de la CIA, et, du fait que la guerre froide, ayant pris fin, les occidentaux ont jeté leur dévolu sur Nelson Mandela comme futur pion de la réalisation de leur plan de former un bastion d'exploitation sur l'axe Lubumbashi - Johannesburg. C'est la raison pour laquelle ils avaient résolu à le faire libérer et le hisser à la magistrature suprême. Après l'avoir porté au pouvoir, ils vont commencer à le médiatiser pour préparer l'opinion nationale - en Afrique du sud à cause des extrémistes blancs, - ainsi que l'opinion internationale pour lui donner une forte personnalité mondiale. Deux choses ont milité à son choix: son âge et sa race.

- * Son âge: la CIA et les occidentaux, sachant pertinemment bien que les Africains noirs s'attachent à la tradition d'âge comme étant le symbole de la sagesse, c'était l'homme indiqué, selon eux, de les amadouer. Cela tant au niveau national, en Afrique du sud ainsi que sur le plan international, en Afrique noire tout entière.
- * Sa race: étant Noir, la personnalité de Mandela, pensaient-ils, allait susciter la nostalgie de ses frères de couleur qui croiraient à une "victoire" effective de leur lutte de plusieurs décennies; ils avaient réussi à manipuler tous les Africains pour célébrer le culte de personnalité de ce dernier, qui en fait, sert les intérêts des occidentaux.

Lors de l'arrivée au pouvoir du Président Kabila, les occidentaux avaient espéré le voir servir leurs intérêts comme ce fut du temps de Mobutu, mais les choses ne se sont pas passées comme prévu. C'est ainsi qu'ils vont se déchaîner contre lui jusqu'à le faire assassiner.

Ceci étant, nous allons analyser les causes de la guerre en suivant étape par étape les différentes opérations conçues et planifiées : par la CIA et le Pentagone pour coloniser notre pays et assujettir les Congolais.

CHAPITRE I : OPERATION "NO PAPER ZAIRE"

Il s'agit d'une vaste opération de stabilisation du Zaïre du temps de Mobutu afin de le pousser vers la sortie car n'ayant plus le soutien de la plupart de ses anciens lobbies de la CIA et du Pentagone. L'arrivée de Bill Clinton à la Maison Blanche et la fin de la guerre froide sonneront la fin de Mobutu. La CIA et le Pentagone avaient alors programmé la somalisation du Zaïre afin qu'il devienne un territoire sans maître et où des fractions rivales vont s'entretuer et se massacrer, et, pendant ce temps, ils continueraient à exploiter les richesses du pays.

L'opération visait les objectifs suivants:

- 1.-avant sa mise en oeuvre, éliminer physiquement Mobutu;
- 2.-mettre en place un régime dictatorial dirigé par des Tutsis;
- 3.-consacrer la partition du pays et changer les frontières actuelles du Congo en attribuant des territoires aux Rwandais, Ougandais et Burundais;
- 4.-la mise en place des structures pour le pillage et vol des nos matières premières par des étrangers. C'est le sens qu'il faudra donner aux "accords de Lemera", lesquels, loin d'être un acte salubre de libération du pays contre la dictature de Mobutu, comme l'avaient prétendu naguère leurs signataires, or ce fut en fait un accord maffieux donnant aux Rwandais et aux Ougandais une autorité tutélaire sur la population et la partie du territoire qu'ils occupent. On s'étonne aujourd'hui pourquoi les Rwandais et les Ougandais sont toujours sur le sol congolais; mais en fait, ils ne font que respecter les accords maffieux signés à Lemera !

Mobutu, une fois éliminé par empoisonnement au rayon laser en lui inoculant le virus mortel du sida, la voie était libre pour la CIA d'accomplir ses desseins. Novembre 1995 empoisonné au Sommet Franco-africain de Biarritz, Mobutu, paralysé physiquement et malade avait perdu l'imperium de son pouvoir de commandement militaire. Novembre 1996, les Rwandais, transportés dans des camions de l'UNICEF et du HCR, c'est-à-dire de l'ONU, ont pris toutes les villes frontalières de l'Est du Zaïre : l'opération "No paper Zaire" entrera alors dans sa phase d'exécution.

Dans l'entre-temps, sur place à Kinshasa, la CIA entreprit une vaste campagne de déstabilisation de Mobutu, en corrompant les officiers supérieurs de l'armée et en la désorganisant pour ainsi avoir la possibilité de faire tomber facilement le régime Mobutu. Elle (CIA) commença par lancer des bruits sur "les massacres de Lubumbashi" et de rappeler que " Mobutu est un dictateur" et qu'il fallait libérer le peuple zaïrois de la dictature etc. Bref, des stratagèmes qu'elle a toujours usé afin de préparer l'opinion tant nationale qu'internationale d'épouser sa thèse. On a entendu ce refrain avant l'agression contre l'Irak en disant qu'ils viennent libérer le peuple irakien de la dictature de Saddam! Mais, qui avait installé Mobutu et Saddam au pouvoir ? Et qui lui ont donné les moyens d'imposer la dictature, et qui les avait enrichi n'est-ce- pas les Américains ?

Dans le même temps, la classe politique fut aussi manipulée ; non seulement elle s'était opposée à Mobutu, ce qui était son droit, mais elle s'était fait piégée par la CIA qui s'était infiltrée au sein de la Conférence Nationale, en empêchant la Commission des Biens Mal acquis et assassinat de déposer ses conclusions au sein de la plénière, ceci dans le but de couvrir ses crimes. Ce fut une erreur grave du fait que le Gouvernement Tshisekedi, issu de cette Conférence n'a pu insister à ce que cette Commission tant redoutée, ait pu déposer ses conclusions. Comme ce fut le cas pour la

Conférence Constitutionnelle de Lualuabourg de 1964, les politiciens congolais ont raté un grand rendez-vous avec l'histoire. Il faut signaler ici que, de toutes les rencontres, conférences, conciliabules ou autres, ce sont, la Conférence Constitutionnelle de Lualuabourg de 1964 ainsi que la Conférence Nationale Souveraine où les politiciens congolais avaient rédigé eux-mêmes leurs propres textes et documents de travail. On les avait empêché d'appliquer la Constitution de Lualuabourg parce qu'elle allait mener le pays vers une démocratie voulue par les Congolais en leur imposant le coup d'Etat de Mobutu de 1965. Il en avait été de même quant à l'application des résolutions de la Conférence Nationale.

Sur le plan diplomatique, Mobutu fut également isolé et n'avait plus d'emprise sur les finances de la République car le FMI lui avait imposé Kengo comme Premier Ministre et gestionnaire de la chose publique. C'est ainsi que, se retrouvant coincé sur le plan financier, il vendra de l'uranium à la Chine pour lui permettre de financer ses lobbies extérieurs: erreur fatale ! Qui lui vaudra les foudres de la CIA et des Américains. Vendre de l'uranium à la Chine ?! leur ennemi politique, militaire et idéologique ! Ce fut le comble ! Et, ceci entraînera ipso facto sa descente aux enfers ainsi que son élimination au moyen d'un poison mortel au rayon laser. .

La page Mobutu fut complétement tournée un matin du 15 mai 1997. Il prirent le chemin de l'exil, lui et ses proches, l'opération "No Paper Zaire" a réussi : ainsi la CIA eut les coudées franches pour imposer au Zaïre, qui devint dans l'entre-temps la RDC, la mise en place de l'Empire Hima-Tutsi aux travers des accords de Lemera signé entre les membres de l'AFDL et les représentants de l'American Mineral Fields

CHAPITRE II : LES DEBUTS DE LA SOMALISATION DE LA R.D.C.

L'entrée des Forces de l'AFDL à Kinshasa fut saluée avec enthousiasme par la population congolaise, laquelle, mobilisée autour de l'UDPS, avait rendu la tâche facile au mouvement dit de libération du Congo contre la dictature de Mobutu. Mais la population avait très vite déchanté lorsqu'elle commença à faire face aux exactions et meurtres que les troupes rwandaises commettaient chaque nuit à Kinshasa. Elle fit face à des vols, viols extorsions en tout genre, occupation illégales de maisons, bref, le malaise et la peur s'installèrent. C'est ainsi que, Tshisekedi exigera et demandera au Président L.D. Kabila, le retour immédiat des Rwandais et Ougandais dans leurs pays respectifs.

Mais, les Rwandais avaient un tout autre calendrier; pour eux, il s'agissait, comme le prévoyaient les accords de Lemera, de s'installer durablement et d'exploiter les richesses de notre pays sur les portions territoriales qui leur avaient été accordées en vertu de ces accords car, selon eux, ce fut le prix à payer pour leur contribution d'avoir aidé Mzee Laurent-Désiré Kabila de prendre le pouvoir.

Et cela, Paul Kagame le rappelle souvent à qui veut bien l'entendre. Pour ce faire, ils avaient réussi à convaincre les Américains que les Congolais n'avaient aucun sens de responsabilité et n'étaient animés d'aucun esprit patriotique. De ce fait, ils sont incapables de gérer un très grand territoire, il faudra que l'on puisse revoir les frontières issues de la Conférence de Berlin de 1885. Ils ont dit qu'eux étaient mieux disposés intellectuellement à gérer ce pays. Ils prétendirent également que les Congolais/Zaïrois n'avaient aucun sens de loyauté républicaine; voyez comment les officiers généraux, que Mobutu avaient façonnés l'ont tous trahi: Ce sont des bons à rien. Aujourd'hui encore ils disent la même chose après l'assassinat du Président Kabila en faisant voir aux Américains comment est ce que les Congolais manquent de loyauté du fait qu'ils

ont comploté contre leur propre Président ; ce sont des irresponsables ! Tout ce qu'ils savent faire c'est danser, écouter la musique, fréquenter les belles femmes, bref s'occuper des futilités. C'est ce qui est enregistré dans les esprits des dirigeants américains impliqués dans le processus de la colonisation du Congo par les Etats-Unis d'Amérique. Et ce discours rwandais contre nous passe bien auprès des occidentaux. C'est ainsi que l'on impose aux soi-disant politiciens n'importe quel médiateur étranger parce qu'on les a placés sous tutelle à cause de leur immaturité politique.

Toujours respectant leur agenda, les Rwandais de l'ADFL avaient pour mission de détruire toutes les archives compromettantes les concernant, surtout celles relatives à leur immigration et celles relatives aux dossiers de leur nationalité. C'est ainsi qu'ils firent installer les bureaux de la Présidence au Palais de la Nation afin de détruire les annales parlementaires. Devenu directeur de cabinet du Président L.D. Kabila, Yerodia avait fait déplacer d'autres archives parlementaires du Palais de la Nation vers un recoin lugubre du Palais du Peuple où leur conservation n'est pas garantie. Dans d'autres villes de province où les Rwandais avaient élu domicile, ce sont des camions de l'UNICEF et du HCR qui transportaient toutes les archives vers Kigali. Ainsi, non seulement on chosifie les Congolais, mais en plus on est en train de faire disparaître la mémoire de tout un peuple dont le tort est d'être né sur un territoire immensément riche: ceci en est la cause principale de la guerre que nous subissons et que nous font subir les Américains à travers leurs hommes de main: les Rwandais, les Ougandais et des traîtres congolais, ceux-là même que les Américains nous imposent comme membres du futur gouvernement. Cela veut dire qu'aujourd'hui, pour avoir le pouvoir, c'est simple: il suffit de se faire créer une faction criminelle que l'on baptise "rébellion" dans un petit coin du territoire congolais pour se voir attribuer un maroquin ministériel: pauvre Congo !

Poursuivant les objectifs de leur calendrier macabre, les Rwandais avaient poussé Kabila à commettre plusieurs erreurs politiques à savoir :

- la suspension des activités des partis politiques;
- le rejet de toute proposition faisant référence à la Conférence Nationale;
- son refus de conférer avec ses anciens collègues, nationalistes historiques;
- le fait de placer les Rwandais dans des postes où ils avaient la main mise sur les finances de l'Etat (en effet tous les conseillers financiers des Ministères étaient des Rwandais) ;
- il avait nommé un Rwandais au Ministère des Affaires Etrangères;
- il avait nommé un Rwandais chef d'Etat-major de l'armée;
- il avait refusé d'entretenir des rapports politiques soutenus avec E. Tshisekedi;
- il avait fait procéder à des nominations fantaisistes et complaisantes et avait porté sur des personnages sans envergure qui l'ont par la suite trahi;
- il avait pratiqué le tribalisme qu'il reprochait naguère à Mobutu;
- son entourage était corrompu et avait perpétué les pratiques mobutistes dans la gestion; - il n'avait pas su assurer aux fonctionnaires des salaires décents qu'il promettait tant;
- il avait abandonné l'armée entre les mains de James Kabarehe, lequel a su manipuler les ex-Faz pour les préparer à soutenir plus tard l'opération "Short Cut";
- Il avait commis l'erreur de faire un soi-disant "recyclage" de ex-Faz à la base de Kitona, où ces derniers se sont fait ridiculiser par des sous-fifres sans qualité ni grade. Ce fut une astuce pour les Rwandais de préparer ces ex-Faz à se retourner contre lui; et ce qui arrivera le 2 août 1998 lors de l'enclenchement de l'opération "short cut". On pourrait multiplier la liste de ses erreurs notamment une certaine tribalisation trop affichée dans la gestion des affaires publiques.

Les Rwandais avaient leur calendrier et le Président L.D. Kabila le sien:

- il avait su insuffler aux Congolais le souffle du nationalisme et du patriotisme;
- il avait donné des orientations claires aux populations en disant que " nous devons compter

d'abord sur nos propres efforts avant de compter sur l'apport de qui que ce soit;

- il avait réussi, alors qu'on s'attendait le moins, de faire battre la monnaie;
- il avait commencé à réorganiser l'armée en procédant à de nouveaux recrutements; ce qui n'était pas du goût à plaire à ses détracteurs.

Ayant échappé à plusieurs attentats dont celui monté par Masasu début 1998 qui voulait le faire assassiner au cours d'une réception qu'il donnait en sa résidence de Mont-fleury, le Président Kabila prit la décision de mettre fin à la "coopération" militaire avec les Rwandais qui devaient rentrer chez eux. La suite on la connaît; ce fut le début de l'enclenchement de l'opération "short Cut" ainsi que celui de la "somalisation" de la R.D.C.

CHAPITRE III: LE DEROULEMENT DE L'OPERATION "SHORT CUT". LA GUERRE D'AGRESSION DU 2 AOUT 1998

Comme on le sait, la volonté irréductible et envieuse des Tutsi de vouloir s'accaparer une portion de notre territoire national a réveillé les appétits gloutons des occidentaux. Les Etats-Unis par la voix de leur Secrétaire d'Etat de l'époque, Mme Madeleine Albright, ont mis la main dans la pâte en évoquant des raisons de sécurité de la minorité tutsi qui serait susceptible d'être écrasée par la majorité des bantoues. Ce sont là les causes phénoménales de l'agression contre notre pays. Mais, ce mensonge fallacieux n'a trompé personne car les Américains, dans leur conception politique de tout temps, n'aiment pas voir la résurgence de fortes personnalité à travers le monde; cette observation est l'une des causes nouménales, c'est dire la face cachée des causes de la guerre. Les Américains croyaient pouvoir manipuler Kabila, mais ils n'ont pas réussi.

La lutte nationaliste du Président Kabila avait beaucoup exacerbé les services secrets occidentaux. C'est ainsi qu'ils avaient tenu coûte que coûte à le fragiliser. C'est ainsi qu'ils avaient grincé les dents lorsqu'ils avaient appris que le Président L.D. Kabila avait été plébiscité "l'homme politique africain de l'année 1998" à cause de son engagement pour la cause nationale et panafricaine par les auditeurs de la radio AFRICA No 1. C'est ainsi que l'on entendit des auditeurs africains de toutes parts dire: "quand est-ce que nous aussi, nous aurons notre Kabila ?"

Ce que l'on doit savoir ici est que, les Etats-Unis, dans leur politique pour le III^e millénaire, veulent, au nom de la démocratie ou plutôt de la "démocrature », fractionner l'humanité en micro-Etats, mieux en "étaticules" aux fins d'imposer leur loi. De cette évidence, la partition de notre pays en plusieurs morceaux est en marche.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, nous allons tout d'abord faire une analyse du rôle néfaste joué par Mandela et l'Afrique du Sud contre notre pays, ainsi que celle de la situation géostratégique et politique de la région des Grands Lacs.

1. Situation géostratégique au moment de l'opération « short cut »

Comme on le sait déjà, l'agression américaine dans notre pays est la démonstration de leur hégémonie et d'oppression contre les peuples du tiers-monde dans le but avoué de s'accaparer de leurs richesses. Ainsi donc, une analyse globale de ce phénomène de domination a donné naissance à une théorie structurelle de l'impérialisme. Cette analyse structurelle de la relation de puissance mise en place par les Américains divise le système international en « centres » et « périphéries ».

De cette évidence, les « nations- centres » exploitent et contrôlent les « nations périphéries » sur le plan économique, militaire, politique, culturel etc. Ainsi donc, la mise en place permet aux

nations puissantes (USA, Canada, France , Grande-Bretagne, Belgique etc.) de contrôler les pays de la périphérie à l'aide d'un affidé dans la région, en l'occurrence le « centre de la périphérie ». Pour l'Afrique des Grands Lacs, c'est l'Afrique du Sud qui a été choisie pour jouer le rôle de « centre de la périphérie ». Telle est la réalité actuelle de la spécificité de l'impérialisme ; c'est-à-dire une relation de domination qui s'appuie sur une tête de pont que le centre de la « nation centre » en l'occurrence, Washington, établit dans le centre de la « nation périphérie » (Pretoria, pour l'Afrique du Sud). Ainsi donc, c'est l'Afrique du Sud qui régent l'Afrique centrale et la région des grands lacs. C'est elle qui pourvoit armes, munitions et logistique aux Rwandais ainsi qu'à l'armée burundaise de Pierre Buyoya. Pour mener à bien cette mission de supplétif à la politique américaine dans la région, la CIA dote chaque année à Mandela et Thabo Mbeki un budget annuel de 6 milliards de US \$ afin qu'ils accomplissent pour son compte différentes missions clandestines dans la région.

2. Le déclenchement de l'opération « short cut »

Ayant constaté que Kabila gênait la réalisation de leur plan de partition de la RDC et le fait qu'il avait mis fin à la « coopération » avec les Rwandais, les Etats-Unis ont commencé à élaborer le plan d'attaque sur Kinshasa afin de l'évincer du pouvoir car il avait refusé d'appliquer les dispositions de l'accord signé à Lemera. C'est cela la vérité. En d'autres termes, les Congolais sont victimes d'une guerre dont ils ne connaissent ni les tenants et les aboutissants. C'est pourquoi, nous, patriotes Congolais devons en tout temps interpellier le gouvernement et ceux-là qui étaient allés « boutique » ces accords maffieux de les rendre public.

Ceci étant, ce que les Congolais doivent savoir c'est que cette opération a été conçue et mis en place par la CIA et le Pentagone aidés par les membres du « Tutsi International Power » ainsi que par des Congolais recrutés pour la mise ouvre de l'agression.

3. L'équipe américaine qui avait préparé le plan de l'opération.

1. **Colonel Rogers** : il est du pentagone, c'est un spécialiste de l'Afrique centrale. C'est lui qui est chargé du dossier RDC, notamment pour des questions de coopération militaire. C'est un ancien du Viêt-Nam.

2. **Colonel Dennis** : il a commencé de travailler pour le pentagone dès l'âge de 24ans. Il appartient au corps des marines. Il a combattu au Viêt-Nam, il a participé aux côtés des Anglais dans la préparation du plan d'attaque pendant la guerre des Malouines, des îles que se sont disputées la Grande-Bretagne et l'Argentine dans les années 80'. Il travaille de connivence avec la CIA et a participé activement à l'élaboration du plan d'attaque contre notre pays. Spécialiste des coups fourrés, c'est son commando qui est allé chercher Manuel Noriega au Panama. Son plus grand problème était la reprise de la coopération militaire avec Kabila comme ce fut du temps de Mobutu. Mais Kabila ne voulait plus de ce genre de coopération où des gens venaient avec des cahiers de commande, et avant même que la marchandise ne soit livrée, ils touchent des grosses commissions auprès des « complexes militaro-industriels ». Pendant tout le temps que Mobutu était au pouvoir, il s'était fait beaucoup d'argent et cela était son gagne-pain. Kabila lui a ôté le fromage dans la bouche, c'est pourquoi il était résolu à le combattre à tout prix. C'est lui qui avait monté le manège contre l'Angola en soutenant militairement le F.N.L.A d'Holden Roberto contre le MPLA. Il a par la suite apporté son soutien à l'UNITA de Jonas Savimbi. La vente des armes étant devenu une obsession pour lui, il est prêt à éliminer quiconque qui se mettrait de travers sur son chemin. On a là une des explications de l'assassinat de Mzee Laurent-Désiré Kabila. Aujourd'hui encore, le Colonel Dennis est très actif dans ce commerce juteux de vente d'armes en Afrique. Il est en contact avec plusieurs « complexes militaro-industriels où il continue à toucher des grosses commissions.

3. **William Casey** : ancien directeur de la CIA qui succéda à George Bush père, ami personnel de Mobutu, il a été dans tous les coups fourrés en Afrique noire. Il avait fomenté des coups en Angola en soutenant Savimbi ; au Rwanda, il était de ceux, avec Kofi Anan, qui avaient conçu et planifié le génocide rwandais ; en Ouganda, il avait fomenté le coup d'Etat contre Idi Amin Dada. C'est lui qui avait recruté Mandela et d'autres marionnettes congolais dont Wamba dia Wamba, Emile Ilunga etc. Ainsi, dès le mois de mai 1998, il est allé donner des instructions à Kagame et Museveni sur la projection du plan d'attaque contre notre pays.

Tous ces personnages américains cités ci-haut se sont retrouvés au mois de Mai 1998 à l'hôtel Intercontinental de Nairobi au Kenya pour mettre la dernière touche sur le plan d'attaque qui ne devrait prendre tout au plus que 15 jours. L'opération « short Cut » devait avoir lieu au mois de Juin 1998. Mais Jacques Chirac intervint auprès de la CIA pour qu'on la repousse après la coupe du monde, car cela risquerait d'ébranler la communauté africaine de France et que les risques d'attentats étaient à craindre. C'est ainsi qu'une semaine avant la coupe du monde, Chirac entreprit un périple africain qui l'avait conduit en Afrique du Sud où il s'est mis d'accord avec Mandela, ensuite il arriva à Luanda en Angola pour convaincre le Président Dos Santos de ne pas intervenir pour sauver Kabila, en échange, la France n'allait plus soutenir militairement Savimbi. Tout était alors conclu ainsi. Mais dans l'entre-temps, Kabila sentant l'imminence de l'agression, fit un voyage à Cuba où il avait exposé à Castro toutes les manigances des services secrets occidentaux ourdies contre lui. C'est ainsi qu'il convainquit Dos Santos, qui était en ce moment-là en vacances au Brésil de rentrer vite à Luanda pour soutenir Kabila, car s'il ne le faisait pas, les occidentaux allaient faire installer l'UNITA aux portes de Luanda. C'est donc l'Angola dans le Bas-Congo qui fit échouer l'opération « short cut », et dans la ville de Kinshasa, ce sont les jeunes de Macina, Ndjili, Kingasani, Kimchaek, Lemba Riflar qui ont fait échouer ce plan de la CIA.

4. Les membres du Tutsi International Power qui participé à l'agression

1. **Ntarantibu** : ancien administrateur de la Compagnie sucrière de Kwilu Ngongo, c'est l'un des plus grands financiers du « TIP ». Il vit en Belgique et au Canada. Il est arrivé à Kinshasa à la faveur de Bisengimana Rwema. C'est Ntarantibu qui avait fourni à ses frères tutsi rwandais le plan de la Province de Bas-Congo et il a participé à l'élaboration du plan d'attaque de l'opération « short cut » du 2 Août 1998.

2. **Michombero Marumbi** : tutsi burundais ; c'est le neveu de l'ancien Président burundais, Michel Michombero. Il vit au Canada et aux Etats-Unis. Il a également financé l'agression contre notre pays. Il possède deux brasseries, l'une à Bujumbura et l'autre à Kigali.

3. **Ntare** : neveu de l'ancien Roi Ntare V du Burundi. Il vit aux Etats-Unis. Il a également financé la guerre.

4. **Bizimungu** : neveu de l'ancien Président rwandais, Pasteur Bizimungu. Il vit aux Etats-Unis et en Belgique.

En fait le TIP n'est pas une organisation structurée. Quoique Museveni en préside les réunions, il fonctionne comme une organisation ancestrale du type mafieux. Ses membres sont très astucieux et ont plusieurs lobbies dans le monde : aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, au Canada, en Belgique, en France, en Allemagne et même en Israël ! Ainsi pour mener à bien leurs activités criminelles en RDC, la CIA avait mis leur disposition, à l'époque, c'est-à-dire dans les années 1995-1998 la somme de 2,5 milliards de US \$ provenant du blanchiment de l'argent de la drogue en provenance de Colombie. Ces fonds ainsi blanchis sont logés dans deux comptes, à la Barclays Bank de Kampala et à celle d'Entebbe. C'est Museveni qui gère ces deux comptes. Et ce n'est pas pour rien qu'il s'est lié d'amitié avec Jean-Pierre Bemba, parce que celui-ci fait cultiver la coca

sous les caféiers de son père à Linge, Molegbe, Zongo et dans les environs de Gbadolite. Des avions cargos de Museveni partaient de l'Ouganda, atterrissaient sur l'aéroport de Gbadolite, chargeaient des sacs pleins de feuilles de coca et reprenaient le chemin de retour pour Kampala ou Entebbe où les agents de la CIA leur versaient des sommes importantes d'argent. Les Américains sont au courant de cette situation, mais laissent faire tant que ces deux amis servent leur cause à savoir la déstabilisation de la RDC.

Après l'échec de l'opération « short cut », la CIA commençait à réfléchir sur comment éliminer physiquement le Président Kabila. Dans l'entre-temps, les Tutsi, ayant perdu plusieurs de leurs commandos d'élite formés à Fort Bragg en Caroline du Nord sous la direction du Général John Jumper, Museveni a fait demander un « cessez-le-feu » entre lui et le Président Kabila et ce via l'Ambassadeur des Etats-Unis de l'époque, M. Swing. La CIA proposera alors que les deux protagonistes puissent se rencontrer et signer cet accord de cessez-le-feu. C'est ainsi que les Américains passeront par le canal de leurs amis arabes : l'Egypte, la Jordanie, l'Arabie Saoudite et le Koweït afin de persuader Khadafi de faire la médiation. Ce qu'il accepta croyant que cette proposition venait de ses pairs arabes, alors que celle-ci venait des Américains. Ni Khadafi, ni Kabila ne le savaient, sauf Museveni bien entendu. C'est ainsi que furent signés, fin Février 1999, les accords dits de Syrte, du nom d'une ville de Libye, entre Khadafi, Museveni et Kabila.

Connaissant la perfidie des Tutsi, rentré à Kinshasa, le Président Kabila, au faite de sa popularité entreprit une vaste campagne de recrutement. On a vu des jeunes venus de toutes les communes de la capitale envahir le Stade des Martyrs pour se faire enrôler dans l'armée afin de défendre la patrie en danger. Ce qui n'était pas du goût à la CIA et aux occidentaux qui voyaient ainsi leurs projets d'en finir avec Kabila renvoyés aux calendes grecques, et inquiéta Museveni. C'est ainsi que ce dernier, suite aux conseils de son conseiller occulte, un certain George Bartmouth de nationalité britannique, convoqua du 7 au 10 Mars 1999, une réunion secrète à Kampala où se sont retrouvés : le 1er conseiller de l'Ambassade de Belgique, le conseiller britannique chargé des questions du Commonwealth, le 1er conseiller de l'Ambassade de France et enfin le 1er conseiller de l'Ambassade des Etats-Unis tous en poste à Kinshasa, venus spécialement répondre à l'invitation de Museveni pour lui rendre compte de l'évolution politico-militaire en RDC et lui indiquer les moyens de contrer Kabila.

Sur le terrain des affrontements militaires, le Président Kabila a dû faire face à plusieurs trahisons venant de l'Etat-Major des Forces Armées Congolaises et de son entourage propre. L'offensive des FAC s'enlisait de plus en plus et Kabila commençait à subir des pressions diplomatiques, politiques et économiques.

CHAPITRE IV : LE BILAN DE CETTE AGRESSION

Il serait incorrect de parler de 5 années de guerre car il faudra y ajouter les 2 années de la soi-disant guerre de libération qui n'étaient ni plus ni moins les débuts de l'agression étrangère contre notre pays. Mais avant de faire le bilan, il faudra que nous sachions qu'il s'agit d'un génocide Pour être bref, le bilan pourrait se chiffrer comme suit :

- 1.-génocide du fait des massacres et assassinats : 4.500.000 de morts
- 2.-génocide du fait de la transmission du virus VIH : 1.500.000 de morts (chiffre en prévision).
- 3.-génocide in vitro du fait de la vaccination-polio etc. Les spécialistes prévoient une catastrophe humanitaire, car la population infantile sera décimée du fait des effets nocifs de ces campagnes successives de vaccination.(explications)

A.- LES RESPONSABILITES

1. Le rôle de l'Administration Clinton (accord de Lemera, accord de Lusaka etc..) ;
2. la responsabilité directe du Secrétaire Général de l'ONU et du Conseil de Sécurité ;
3. la responsabilité de la Communauté internationale (USA, France, Belgique) ;
4. l'implication des pays africains agresseurs (Afrique du sud, Zambie, Congo-Brazzaville, Centrafrique, Gabon, Cameroun) ;
5. la Responsabilité criminelle du Rwanda, de l'Ouganda et du Burundi ;
6. le rôle négatif de la Monuc.

Comme la guerre continuait à s'enliser et que les fronts militaires de part et d'autre ne bougeaient plus, les services secrets occidentaux commençaient à accuser Kabila de violation des droits de l'homme par l'envoyé spécial des Nations-Unies pour les questions des droits de l'homme, M. Roberto Garreton, membre de la CIA. C'est ainsi qu'au cours de l'année 1999, le Président Kabila a dû subir des pressions diplomatiques de toutes sortes, dont la principale était de lui faire signer coûte que coûte les accords de Lusaka.

Arrêtons nous un peu sur ces accords pour en faire une analyse succincte :

- a) Selon les concepteurs de ces accords, dont le diplomate américain Howard Wolpe, le pouvoir congolais sous le régime du Président Laurent-Désiré Kabila ne représente qu'une des factions en présence, il devait négocier un partage du pouvoir, à égalité avec les autres parties c'est-à-dire avec les soi-disant rebelles.
- b) Il doit apparaître clairement dans les esprits de tous les Congolais aujourd'hui que cet accord n'est ni un accord de cessez-le-feu et encore moins un accord de paix. C'est ni plus ni moins un acte de reddition et de capitulation que l'on a fait signer au Président L.D. Kabila. En clair cela voulait dire qu'il avait perdu et qu'il n'avait aucune chance de survivre s'il se maintenait au pouvoir.
- c) Il faut également que l'on signale ici que ce texte n'a aucune valeur juridique du fait que des individus, qui ne sont pas des sujets du Droit International Public aient pu apposer leurs signatures sur un document qui engage la responsabilité des Etats : ce qui est une violation flagrante des conditions de validité des traités et accords internationaux
- d) La toute dernière condition de validité des traités veut que : pour être pleinement valide, un traité doit être enregistré auprès du Secrétariat Général des Nations-Unies en tant que garant et dépositaire des traités. Mais nulle part cet accord n'a été enregistré auprès du Secrétariat Général de l'ONU, conformément aux dispositions de l'article 120 de la Charte. En conclusion l'accord de Lusaka ne vient que confirmer le mensonge et la perfidie des Américains.

Pour des plus amples informations, ce que l'on doit savoir est que, c'est au cours d'une réunion secrète tenue au mois de juin 1999 à l'hôtel Livingstone de Pretoria qu'avait été discutées les dispositions de l'accord de Lusaka, rédigé par le diplomate américain Howard Wolpe. Présidaient cette réunion : Mandela et Thabo Mbeki. Participaient à cette rencontre : Museveni, Kagame et Buyoya. Après discussion, la mouture finale avait été transmise à Bill Clinton, Madeleine Albright, Kofi Anan via l'Ambassade américaine à Prétorie. Un autre document fut remis pour la forme à Bongo en tant que doyen des présidents d'Afrique Centrale, une autre copie à Blaise Compaoré en tant que Président en exercice de l'OUA en ce moment-là, et à Tshiluba, en tant qu'organisateur de cette rencontre. Le pays concerné à savoir la RDC a été superbement oublié ainsi que les pays le soutenant militairement, à savoir l'Angola, le Zimbabwe et la Namibie. C'est pour dire que les Congolais ont été appelés en dernière minute sans savoir le contenu du texte, et puis les négociateurs du côté congolais, à savoir les Ministres Yerodia et Kalume n'étaient pas à la hauteur car ne sachant pas flairer le piège. Ils avaient entraîné Kabila à signer cet acte de capitulation, qui est lourd de conséquences actuellement à

savoir la présence de la MONUC en RDC, chargée, non pas du respect des accords de cessez-le-feu de Lusaka, mais plutôt pour accompagner la réalisation de l'opération « Alpha », c'est-à-dire, le début de la colonisation du Congo par les Etats-Unis d'Amérique, puis plus tard, de toute l'Afrique noire.

Des pressions venaient également de l'ONU : le gouvernement congolais voulait que les forces onusiennes d'interposition soient stationnées aux frontières, mais Kofi Anan parlait des forces d'observation. L'ONU a dû attendre 9 mois pour reconnaître que la RDC est agressée. Elle se contentera de faire voter par le Conseil de Sécurité des résolutions timides sans force juridique obligatoire.

Les pressions diplomatiques contre L.D.Kabila continuèrent pendant toute l'année 2000 où il fut invité à participer à plusieurs réunions bidons dans le but de le distraire pour l'éliminer physiquement.

B. LES PERSPECTIVES

1. Erreurs sur le plan politique interne

Dès son arrivée au pouvoir, le Président L.D. Kabila a dû faire face à une fronde conjuguée à la fois de ses anciens amis nationalistes qu'il ne voulait plus revoir, et de celle de l'opposition qui existait déjà du temps de Mobutu. Suite aux mauvais conseils de son entourage tutsi et katangais, il refusa de recevoir la délégation de membres de la diaspora venus répondre à l'appel qu'il avait lui-même lancé pour l'aider dans la reconstruction du pays. Ce sont là quelques unes des erreurs majeures commises par Kabila tout au long de son règne, sans compter des nominations fantaisistes et sentimentales qui lui ont fait perdre tout crédit.

Quant aux partis politiques d'opposition, noyautés par les services secrets occidentaux, ils avaient reçu des instructions de ne soutenir en aucun cas aucun projet politique de L.D. Kabila et de ne respecter aucune loi qu'il décréterait, même si c'était pour l'intérêt du pays. Sinon, ils se verraient couper leurs subventions. C'est ainsi qu'ils avaient boycotté le nouveau décret-loi qui devait réglementer les activités des partis politiques. Pour mener à bien leur campagne de désobéissance aux directives politiques de Kabila (notamment, le débat national, le préférant à la terminologie occidentale et onusienne du dialogue inter-congolais), ils s'étaient coalisés pour créer l'UFAD (Union des forces d'Action Démocratique), groupuscule subversif financé par la CIA via l'Ambassade américaine de Kinshasa. On y retrouve comme par hasard des anciens et nouveaux membres du groupe de Binza dont Jonas Mukamba, Nzuzi wa Mbombo du MPR, Etienne Tshisekedi, Me Mukendi de l'UDPS, Olangankoy du FONUS et tant d'autres, et comme porte-parole Kamitatu Massamba du PDSC. C'est une alliance contre nature surtout si l'on considère des années de l'UDPS contre le MPR et la dictature de Mobutu, c'est à n'y rien comprendre. D'autres membres de l'opposition comme Thambwe Mwamba, Endundo Bononge, Lunda Bululu, Z'ahidi Ngoma, Lambert Mende et d'autres ont été assignés par ces mêmes services occidentaux d'aller soutenir les rangs de la rébellion.

2. Les pressions économiques

La pression économique est une des méthodes dont use la CIA lorsqu'elle veut affaiblir un pouvoir politique quelconque, et surtout lorsqu'elle veut se débarrasser d'un chef d'Etat « gênant » pour leur politique. On l'avait vu au Chili alors que Allende était au pouvoir, le rôle joué par la multinationale ITT, inféodée à la CIA, comment elle avait organisé des grèves sauvages pour justifier le coup d'Etat qui devait porter leur agent au pouvoir, en la personne d'Augusto Pinochet, alors qu'Allende était démocratiquement élu ! On le voit aujourd'hui encore au

Venezuela où le président Hugo Chavez, pourtant démocratiquement élu a dû affronter les manipulations de la CIA qui a organisé la rareté des produits pétroliers.

Dans le même registre, la CIA avait organisé le rationnement des produits pétroliers à Kinshasa chaque fois que le Président Kabila était absent du pays. De même, son entourage détournait des sommes d'argent qui étaient destinées à l'achat du pétrole.

D'autre part, elle (CIA) avait organisé des augmentations anarchiques des prix, la rareté des produits alimentaires de base, l'augmentation du taux d'échange du dollar, et pour couronner le tout, son Ministre des finances de l'époque, Mawampanga Mwana Nanga, agent de la CIA, avait refusé de verser à temps les salaires des fonctionnaires et encore moins de payer leurs arriérés. Ce qui entama considérablement la popularité de L.D. Kabila.

3. La chasse à l'homme ou au « gibier rare d'Afrique »

Les services secrets occidentaux avaient conçu plusieurs plans pour l'élimination physique du président Kabila à savoir :

1. faire abattre son avion en utilisant la méthode du tour de contrôle pirate ;
2. coincer son cortège lors d'un aller ou retour de l'aéroport ;
3. l'empoisonner ;
4. ou l'abattre à l'aide d'une arme à balles explosives, etc.

Pour ce faire, la CIA et le Pentagone avaient déjà chargé Mandela au mois d'Avril 1999, c'est-à-dire, deux mois avant la signature des accords de Lusaka, de mettre sur pied des antennes d'espions pour suivre l'évolution de la situation dans les pays de grands-lacs. La CIA et le Pentagone avaient alors sélectionné 12 de leurs meilleurs agents réputés pour leur atrocité et leur violence. Ces indics étaient regroupés en 3 groupes que voici :

a) Au KENYA : le chef d'antenne est le **Colonel Blood** : cet ancien attaché militaire américain est ancien du Viêt-Nam où il s'était illustré par sa cruauté, il avait aussi participé au débarquement raté des marines américains à Cuba. Il a été en poste en tant qu'Attaché militaire au Mexique et au Paraguay.

b) En ZAMBIE : le chef d'antenne est le **Colonel Carrington**. Il avait également servi au Viêt-Nam, et à la première guerre du Golfe. C'est un ancien attaché militaire américain en Egypte au Caire.

c) En OUGANDA : le chef d'antenne est le **Colonel Karl**. Fils d'un fermier de l'Etat de Virginie (USA), il fut attaché militaire en Israël et au Koweït. C'est au Koweït où il était chargé après la première guerre du Golfe en 1991, d'espionner Saddam Hussein avec le concours de 84 barbouzes de la CIA.

Ces équipes fournissaient régulièrement des informations à la CIA et au Pentagone sur l'évolution de la situation politique, militaire, économique et de sécurité de notre pays sous la présidence de Mzee L.D. Kabila.

Au cours du mois d'août 1999, deux espions britanniques avaient été arrêtés aux abords de l'aéroport de Ndolo à Kinshasa puis relâchés et remis à l'Ambassade de Grande-Bretagne à Kinshasa. Interrogé sur ces entrefaites, l'Ambassadeur britannique se contentera de répondre que c'était des membres de l'Ambassade qui venaient voir comment est-ce que l'on pouvait procéder à l'évacuation des étrangers européens au cas où il y aurait une attaque dans la ville de Kinshasa. Or, il s'agissait bien sûr d'étudier un plan d'attaque en pleine ville de Kinshasa où devaient atterrir

les troupes du MLC et du RCD. Au cours de la même période, 3 autres espions, américains cette fois-ci avaient été appréhendés à Lubumbashi, porteurs de fusils d'assaut avec balles explosives : il s'agissait en fait d'un commando venu de Lusaka qui était chargé d'étudier les moyens d'abattre le Président L.D. Kabila à Lubumbashi où il se rendait souvent pour se ressourcer. Ils avaient été également relâchés et remis à l'Ambassade américaine à Kinshasa. Interrogé sur ces faits plutôt flagrants, l'Ambassadeur américain de l'époque, M. Swing répondit que ce sont des missionnaires privés qui étaient venus faire du tourisme. Interrogé sur le fait qu'ils détenaient des armes d'assaut de grosse calibre, il mentira encore en disant que ces armes leur servaient à abattre du gibier pour se nourrir : double mensonge, car ces espions n'étant munis d'aucun visa congolais, ils avaient été expulsés. Dans le même temps au cours de la même période, 3 espions de la CIA étaient également arrêtés à Harare au Zimbabwe. Ceux-là ont été emprisonnés, jugés et condamnés. Les Américains enverront leur homme de paille, M. Kofi Anan pour les faire libérer ; mais cela avait pris beaucoup de temps avant qu'ils ne puissent être relaxés et ce moyennant compensation financière.

Toujours dans la chasse au « gibier rare d'Afrique », l'Afrique du Sud avait « accredité » discrètement un diplôme sud-africain aux fins d'éliminer physiquement le Président L.D. Kabila. Il s'agit d'un certain Ian Davidson. C'est un métis d'origine boers. Il était en poste à Luanda, à Windhoek en Namibie et son dernier poste au moment de fait fut le Lesotho. Il avait vite rebroussé chemin lorsque ses collègues espions britanniques et américains avaient été appréhendés.

Finalement, un matin du 16 Janvier 2001, ils l'ont eu.. Nous n'allons pas commencer ici à spéculer sur les circonstances de cet: odieux assassinat ; il appartiendra à l'histoire de faire la lumière un jour. Mais la question que l'on doit se poser tous est de savoir : « que faisait l'Ambassadeur de Belgique, M. René Eyskens dans les enceintes des Cliniques de Ngaliema, lorsque l'on y avait amené le corps de Mzee L.D. Kabila » ? Souvenez-vous, dans les années 60' son père, Gaston Eyskens, alors Premier Ministre de Belgique avait activement participé à l'assassinat de P.E. Lumumba ! 40 ans après, son fils se retrouve sur les lieux du crime d'un autre nationaliste congolais ! Ceci devra nous interpeller ; Kabila, qu'on l'aime ou qu'on ne l'aime pas a su susciter ce rêve du nationalisme, il fait désormais partie de notre patrimoine historique comme le sont Lumumba, Kasavubu et Mobutu. Mais sachons une chose ; tous ceux qui trahissent finissent toujours mal. Les assassins de Kabila ne verront jamais la lumière. Condamné à mort sans avoir été jugé, il a été abattu par des forces occultes de la CIA.

CHAPITRE V : L'OPERATION « ALPHA » EN AFRIQUE NOIRE

« Let's go to Africa for an America always strong and powerful » : Ceci est le leitmotiv de la politique américaine du III^e millénaire pour la RDC. C'est le début d'une ère nouvelle des rapports nouveaux entre le Congo et les Etats-Unis. En clair, les Etats-Unis veulent reconquérir l'Afrique noire comme jadis ne le firent les Européens dans les Siècles écoulés. Dans cette croisade ils veulent être les seuls à pouvoir jouir des richesses des pays africains nouvellement colonisés par eux. C'est ainsi qu'après avoir commandité l'assassinat du Président L.D. Kabila, ils l'ont fait remplacer par son fils pour calmer les tensions et faire croire à la population et aux nationalistes que son fils pourrait faire mieux que son père parce qu'il est ouvert au dialogue avec les Occidentaux et les institutions financières internationales que ne l'était son père.

Mais l'espoir suscité après son arrivée au pouvoir ne fut que de courte durée; car la situation des masses populaires est restée inchangée. Les gens ne vivent plus, mais essayent plutôt de survivre.

Dans l'entre-temps, la MONUC dont le rôle est de surveiller l'application de l'accord de cessez-le-feu, s'occupe d'autres choses à savoir la concrétisation de l'opération « Alpha », c'est-à-dire préparer la colonisation de la RDC par les Etats-Unis d'Amérique.

Il était convenu que la MONUC serait une force d'interposition entre les forces gouvernementales et les rebelles et qu'elle serait basée aux frontières, mais elle implante ses bases partout dans la partie occupée par les forces gouvernementales. Ces bases ne sont que des préfigurations de bases américaines futures.

Dans cette perspective les Américains veulent s'installer pour toujours au Congo en vue d'exploiter et piller les matières premières, notamment le pétrole dans les lacs Edouard et Albert, le gaz du lac Kivu, le coltan et surtout être maître de l'uranium, matière première stratégique, bref régenter le pays comme bon leur semble.

Vivant aujourd'hui dans un monde unipolaire, monde du discours unique et inique, les Etats-Unis régissent tout dans les pays qui sont sous leur occupation comme le nôtre où ils contrôlent le gouvernement, ils financent l'opposition, la presse locale, ils financent les ONG de défense des droits de l'homme et autres, ils corrompent les politiciens et les membres de la société civile, etc.

Ce sont eux qui avaient provoqué via les Rwandais et les Ougandais, les 3 guerres dans la ville de Kisangani, les massacres des hema et des lendu, les massacres de Kasika, Mwenga, Makobola et tant d'autres, ceci dans le but de rendre le pays ingouvernable en créant des potentats locaux à qui ils imposent leur diktat. Ainsi par la somalisation du pays, rendu possible par les Nations-Unies et la MONUC, ce sont eux qui ont chargé les différents médiateurs pour nous imposer des textes qui ne cadrent pas avec notre environnement politique et culturel : l'accord de Lusaka, le compromis républicain de Gaborone, l'accord de Sun City, l'accorde global et inclusif de Pretoria, et l'adoption de la constitution et l'accord de transition de Sun City, sont là des textes rédigés ailleurs par des étrangers, dans le but de nous distraire. Dans l'entre-temps les Rwandais et les Ougandais s'en moquent pour eux, ce sont les accords de Lemera qui leur donnent le droit de rester et d'exploiter, pour le compte des Etats-Unis les richesses du Congo.

De l'autre côté ils ont installé à Kinshasa un gouvernement au profil bas qui ne fait que se plaindre, au lieu de prendre ses responsabilités. Prendre ses responsabilités c'est :

1.) Prendre la ferme résolution de gagner la paix en chassant les agresseurs de notre territoire, droit nous reconnu par l'art. 51 de la charte, relatif à la légitime défense ;

2.) Réorganiser l'armée et armer les résistants Mai-Mai, car il n'y aura pas de paix tant que les Rwandais et les Ougandais seront sur notre sol. D'où cela rendra désuets tous les textes censés ramener la paix chez nous.

En d'autres termes Kagame et Museveni n'entendent qu'un seul discours ; celui des armes ! Ceci étant, les conséquences de la guerre d'agression sont catastrophiques pour notre pays.

CHAPITRE VI : LES CONSEQUENCES DE LA GUERRE D'AGRESSION

Compte tenu de ce qui précède, les conséquences sont en effet très néfastes pour notre pays, notre économie, notre environnement etc.

1. SUR LE PLAN DES STRUCTURES ETATIQUES

- la perte de notre souveraineté sur toute l'étendue du territoire national ; - un gouvernement de façade et de complaisance ;
- une partie de la population soumise à l'esclavage dans des territoires occupés, et celle sous « contrôle » gouvernemental abandonnée à elle-même ;
- une administration détruite ;
- des archives détruites ou volées, d'où le pays perd sa mémoire de plus de plusieurs siècles de son existence ;
- la partition de fait de notre pays, consacrée juridiquement aujourd'hui par l'accord global et inclusif de Pretoria ;

2. SUR LE PLAN DIPLOMATIQUE

- une inefficacité criante de notre diplomatie due par le manque d'expérience de ses acteurs et surtout du fait qu'ils ont vendu la souveraineté nationale à des étrangers : aux Américains, aux Français, aux Belges, aux Rwandais, aux Ougandais, aux Sud-Africains, aux Zimbabwéens etc.
- une vision hypertrophiée de la politique internationale ;
- manque de sens de responsabilité et de vision futuriste pour anticiper et agir au moment opportun ; - dossiers mal ficelés et un manque de suivi des événements ;
- absence totale de termes de négociation dans des rencontres où se joue l'avenir du pays ; (le cas flagrant est celui des négociations de l'accord de Lusaka) ;
- le manque d'opinion internationale à l'instar du lobby tutsi ou du lobby arabe ;
- En ces moments difficiles, le Ministre des Affaires Etrangères, au lieu resserrer les rangs, envoie par complaisance en poste diplomatique des non diplomates inexpérimentés et inefficaces;
- le manque de dissuasion diplomatique, par manque de dissuasion militaire ;
- complaisance vis-à-vis de nos agresseurs du fait que, ni le gouvernement, ni l'opposition et la société civile et encore moins les rebelles n'ont osé exiger d'eux des réparations des dommages qu'ils nous ont causé du fait de leur agression, et surtout de l'indemnisation des familles des victimes civiles.

3. SUR LE PLAN POLITIQUE

Nous assistons ici à un spectacle ahurissant. On glorifie la rébellion et l'on déroule le tapis rouge sang pour des hommes qui ont les mains tachées de sang que l'on loge dans des hôtels de luxe. C'est tout simplement le monde à l'envers. On assiste là à une complicité d'un autre monde où les méchants sont gratifiés et les justes sont condamnés. Aujourd'hui, le fait que tous ces acteurs obscurs de la vie politique aient signé l'accord global et inclusif de Pretoria, ils appartiennent désormais dans un même monde, du gouvernement à la rébellion en passant par l'opposition dite non-armée et à la soi-disant société civile. Ils vont siéger dans un même gouvernement et il n'est plus question qu'ils s'en dérobent. Ici, notre analyse est la suivante : Comment ces gens peuvent-ils croire qu'ils vont construire quelque chose de durable avec ce monstre à cinq têtes qui provient des profondeurs obscures du monde des ténèbres ?

4. SUR LE PLAN MILITAIRE

Le défunt Président Kabila avait le souci de bâtir une nouvelle armée, mais n'avait pas les moyens de sa politique. Tout de suite après sa mort, on a commencé à désarmer les troupes qu'il avait fait recruter soi-disant que la RDC est en train de respecter les accords de Lusaka, alors que pendant ce temps, les Rwandais et les Ougandais continuaient à renforcer leurs positions dans notre territoire. C'est à ne rien comprendre ! Pour le moment, nous n'avons pas une armée capable de chasser les Rwandais et les Ougandais de notre territoire parce qu'ils ont hérité une grande partie de la logistique militaire que les Américains avaient amené en Somalie et en plus ils reçoivent des armes en provenance d'Afrique du Sud via les ports de Mombassa au Kenya et de Dar-es-salam en Tanzanie. C'est pour dire que les pays limitrophes au nôtre sont en train de jouer un rôle actif dans la destruction de notre pays.

5. SUR LE PLAN ECONOMIQUE ET SOCIAL

Comme on le sait bien, un pays déchiré par 8 années de guerre ne peut mieux espérer que de connaître la misère sur tous les plans. Les Rwandais ont tout détruit, volé, pillé, violé. Nos parcs nationaux ont été dépouillés de tous les animaux qui faisaient notre fierté nationale tels que l'okapi et les gorilles des montagnes.

Dans la partie gérée par l'actuel gouvernement, le peuple est train de lutter pour sa survie. En bref, nous vivons dans un désastre total.

CONCLUSION

Avons-nous compris que ce pays ne nous appartient plus désormais ? Si nous avons compris, que devons-nous faire ? Les causes de la guerre sont dues à la fois à la position géostratégique et géologique de notre pays : c'est cela la situation existentielle de la RDC ; mais aussi elles sont dues surtout à l'immaturation et à l'irresponsabilité de nos politiciens : C'est cela sa situation existentielle. Ceci dit, Mobutu aurait pu nous léguer un testament politique qui pouvait nous éclairer sur les rapports qu'il avait entretenus avec les puissances occidentales. Mobutu pouvait mieux faire que le Président Houphouët Boigny ! Et Kabila n'aurait pas dû signer les accords de Lemera ! Pauvre Congo !

Par Robert MBELO,

"MWANGAZA", GROUPE DE RECHERCHE ET D'ETUDES SUR LE CONGO
(G.R.E.C). Londres, le 27 Avril 2003.